



## **Canevas indicatif du rapport annuel de contrôle interne**

(En application du règlement sur le contrôle interne)

### **Sommaire**

Préambule.....	2
1. Présentation générale des activités exercées et des risques encourus par l'établissement .....	2
2. Modifications significatives apportées à l'organisation du dispositif de contrôle interne .....	3
3. Description des principales actions effectuées par le contrôle interne et les enseignements tirés.....	3
4. Résultats des contrôles périodiques effectués au cours de l'exercice écoulé (y compris pour les activités à l'étranger et les activités externalisées) .....	4
5. Recensement des opérations avec les dirigeants et actionnaires principaux.....	5
6. Risque comptable .....	5
7. Risque de crédit .....	5
8. Risque de liquidité .....	7
9. Risque opérationnel.....	8
10. Risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme .....	9

## Préambule

Ce rapport a pour objet de rendre compte de l'activité du contrôle interne au cours de l'exercice écoulé et de retracer les dispositifs de mesure, de surveillance, d'encadrement des risques auxquels l'établissement est exposé.

**Les éléments du canevas ci-après sont mentionnés à titre indicatif et doivent être développés dans la mesure où ils s'avèrent pertinents au vu de l'activité et de l'organisation de l'établissement.**

Ils sont complétés par toute autre information de nature à permettre une appréciation du fonctionnement du système de contrôle interne et une évaluation des risques effectifs de l'établissement.

Les derniers documents transmis à l'organe délibérant et, le cas échéant, au comité d'audit sur la mesure des risques auxquels l'établissement est exposé doivent être inclus dans le présent rapport (tableaux de bord internes).

Par ailleurs, il est précisé que les documents examinés par l'organe délibérant dans le cadre de l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne, doivent être adressés à la Banque Centrale des Comores sans attendre les extraits des procès-verbaux des réunions au cours desquelles ils sont examinés.

## 1. Présentation générale des activités exercées et des risques encourus par l'établissement

### 1.1. Description des activités :

- description synthétique des activités exercées ;
- pour les nouvelles activités, indiquer notamment la description détaillée des nouvelles activités exercées par l'établissement au cours du dernier exercice, la présentation des procédures définies pour ces nouvelles activités, la description du contrôle interne des nouvelles activités ;
- description des changements organisationnels ou humains importants et des projets significatifs lancés ou menés au cours du dernier exercice.

### 1.2. Présentation des principaux risques générés par les activités exercées par l'établissement :

- description, formalisation et mise à jour de la cartographie des risques ;
- description des actions mises en œuvre pour réduire l'exposition aux risques identifiés par la cartographie ;
- présentation des informations quantitatives et qualitatives des risques présentés dans les états de synthèse transmises à l'organe exécutif, à l'organe délibérant et le cas échéant au comité des risques et au comité d'audit permettant d'explicitier la portée des mesures utilisées pour évaluer le niveau des risques encourus et fixer les limites.





## 2. Modifications significatives apportées à l'organisation du dispositif de contrôle interne

Lorsque l'organisation du dispositif de contrôle interne ne présente pas de changements significatifs par rapport au précédent exercice, elle peut être présentée de manière synthétique dans une annexe ou en communiquant la charte de contrôle interne en vigueur.

### 2.1 Modifications apportées au dispositif de contrôle permanent (y compris l'organisation du contrôle des activités externalisées) :

- description des changements significatifs dans l'organisation du dispositif de contrôle permanent (y compris les principales actions projetées dans le domaine du contrôle permanent). Préciser notamment l'identité, les coordonnées, le rattachement hiérarchique et fonctionnel du responsable de contrôle permanent, ainsi que les autres fonctions éventuellement exercées par ce dernier au sein de l'établissement ou au sein d'autres entités du même groupe ;
- description des changements significatifs dans l'organisation du dispositif de contrôle de la conformité. Préciser notamment l'identité, le rattachement hiérarchique et fonctionnel du responsable de la conformité ainsi que les autres fonctions éventuellement exercées par ce dernier au sein de l'établissement ou au sein d'autres entités du même groupe ;
- description des changements significatifs dans l'organisation du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme – LCB/FT.

### 2.2 Modifications apportées au dispositif de contrôle périodique (y compris l'organisation du contrôle de l'activité à l'étranger et des activités externalisées) :

- Identité, coordonnées, rattachement hiérarchique et fonctionnel du responsable de contrôle périodique ;
- principales actions réalisées ou projetées dans le domaine du contrôle périodique (plan d'audit pluriannuel).

## 3. Description des principales actions effectuées par le contrôle interne et les enseignements tirés

### 3.1 Information des organes sociaux et des dirigeants dans le domaine du contrôle interne

#### 3.1.1 Modalités d'information de l'organe délibérant :

- conclusions des contrôles effectués portés à la connaissance de l'organe délibérant, et en particulier éventuelles défaillances relevées, et mesures décidées pour y remédier ;



- modalités d'information de l'organe délibérant et, le cas échéant, du comité d'audit, par les responsables du contrôle périodique, au sujet de l'absence d'exécution des mesures correctrices décidées ;
- modalités d'information de l'organe délibérant sur les mesures prises pour assurer le contrôle des activités externalisées et des risques en résultant (cf. article du règlement sur le CI) ;
- modalités d'information de l'organe délibérant des conditions dans lesquelles les limites fixées sont respectées ;
- modalités d'information de l'organe délibérant ainsi que, le cas échéant, de la Banque Centrale, en cas de survenance d'incidents significatifs au sens de l'article.....du règlement sur le CI) ;
- modalités d'information de l'organe délibérant sur les anomalies significatives détectées par le dispositif de suivi et d'analyse en matière de LCB/FT ainsi que sur les insuffisances de ce dispositif ;

### **3.1.2. Modalités d'information de l'organe exécutif :**

- modalités d'information de l'organe exécutif en cas de survenance d'incidents significatifs au sens de l'article.....du règlement sur le CI ;
- modalités d'information de l'organe exécutif sur les anomalies significatives détectées par le dispositif de suivi et d'analyse en matière de LCB/FT ainsi que sur les insuffisances de ce dispositif ;

## **3.2 Implication des organes sociaux et dirigeants dans le contrôle interne**

### **3.2.1 Diligences effectuées par les organes sociaux et dirigeants :**

- description des diligences effectuées par les organes sociaux pour vérifier l'efficacité des dispositifs et procédures de contrôle interne.
- description des diligences effectuées par l'organe exécutif pour vérifier l'efficacité des dispositifs et procédures de contrôle interne

### **3.2.2 Traitement des informations par les organes sociaux et dirigeants :**

- dates auxquelles l'organe délibérant a examiné l'activité et les résultats du contrôle interne au cours de l'exercice écoulé ;
- dans le cadre de l'examen par l'organe délibérant des incidents significatifs révélés par les procédures de contrôle interne, indiquer les principales insuffisances constatées, les enseignements tirés de l'analyse et les mesures prises pour y remédier.

## **4. Résultats des contrôles périodiques effectués au cours de l'exercice écoulé (y compris pour les activités à l'étranger et les activités externalisées)**

Développer les éléments suivants :





- liste des processus d'activités, domaines de risques et/ou entités ayant fait l'objet d'une vérification du contrôle périodique au cours de l'exercice écoulé ;
- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles périodiques (outils, personnes en charge) et résultats du suivi des recommandations ;
- le cas échéant, liste des enquêtes sur place réalisées par le corps d'inspection de la maison-mère ou par des organismes extérieurs (consultants, etc.), résumé des principales conclusions et précisions relatives aux décisions prises pour pallier les éventuelles insuffisances relevées.

## 5. Recensement des opérations avec les dirigeants et actionnaires principaux

Joindre une annexe comprenant les informations suivantes :

- caractéristiques des engagements ayant fait l'objet d'une déduction des fonds propres prudentiels : identité des bénéficiaires, type de bénéficiaires – personne physique ou personne morale, actionnaire ou dirigeant –, nature des engagements, montant brut, déductions éventuelles et pondération, date de leur mise en place et date d'échéance ;
- nature des engagements envers des actionnaires principaux et des dirigeants, n'ayant pas fait l'objet d'une déduction en raison soit des dates auxquelles ont été conclus ces engagements, soit de la notation ou de la cotation attribuée aux bénéficiaires des engagements.

## 6. Risque comptable

### 6.1. Modifications significatives apportées à l'organisation du dispositif comptable

Lorsque l'organisation du dispositif comptable ne présente pas de changements significatifs, elle peut être présentée de manière synthétique dans une annexe.

### 6.2. Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque comptable :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;

Modalités de vérification de l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctives décidées.

### 7. Risque de crédit



### 7.1. Dispositif de sélection des opérations :

- politique d'octroi des crédits ;
- description des procédures d'octroi de crédit, incluant le cas échéant un dispositif de délégation ;
- critères prédéfinis de sélection des dossiers de crédit ou d'engagement, modulés en fonction de la nature des crédits (prêt sur gage, crédit de trésorerie, crédit immobilier, etc.) ;
- éléments d'analyse de la rentabilité prévisionnelle des opérations de crédit pris en compte lors des décisions d'engagement.

### 7.2. Dispositif de mesure et de surveillance des risques :

- description synthétique des limites d'engagement fixées en matière de risque de crédit par bénéficiaire (préciser le niveau des limites fixées en interne par rapport aux fonds propres et par rapport aux résultats) ;
- modalités et périodicité de la révision des limites fixées en matière de risque de crédit (indiquer la date de la dernière révision) ;
- dépassements éventuels de limites observés au cours du dernier exercice (préciser les causes, les contreparties concernées, le montant de l'engagement total, le nombre des dépassements et leur montant) ;
- procédures suivies pour autoriser ces dépassements (personne ayant autorisé le dépassement, motif du dépassement) ;
- mesures mises en œuvre pour régulariser ces dépassements ;
- identification, effectifs et positionnement hiérarchique et fonctionnel de l'unité chargée de la surveillance et de la maîtrise des risques de crédit ;
- modalités et périodicité de l'analyse de la qualité des engagements de crédit et des garanties qui y sont attachées ; indication des éventuels reclassements des engagements au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque, ainsi que les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses ou dépréciées ; indication de l'ajustement éventuel du niveau de provisionnement ; date à laquelle cette analyse est intervenue au cours du dernier exercice ;
- modalités, périodicité et résultats de l'actualisation et de l'analyse des dossiers de crédit (au moins pour les contreparties dont les créances sont impayées ou douteuses ou dépréciées ou qui présentent des risques ou des volumes significatifs) ;
- modalités d'information de l'organe exécutif (via des états de synthèse) sur le niveau des risques de crédit ;
- modalités, périodicité et résultats de l'analyse par l'organe exécutif de la rentabilité des opérations de crédit (indiquer la date de la dernière analyse) ;
- modalités et périodicité d'information de l'organe délibérant sur l'exposition de l'établissement au risque de crédit (joindre le dernier tableau de bord destiné à l'information de l'organe délibérant).

### 7.3. Risque de concentration par contrepartie

Préciser les éléments suivants :

- analyse d'ensemble de l'exposition au risque de concentration.
- modalités du suivi du risque de concentration par contrepartie, notamment les agrégats éventuellement définis, la description du dispositif de mesure des





- engagements globalisés sur un même bénéficiaire. Préciser les procédures d'identification des bénéficiaires liés entre eux ;
- modalités d'information de l'organe exécutif sur le risque de concentration.

#### **7.4. Résultats des contrôles permanents menés sur les activités de crédit :**

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution, dans des délais raisonnables, des mesures correctives décidées par les personnes compétentes.

#### **7.5. Simulations de crise relatives au risque de crédit**

Décrire les hypothèses et principes méthodologiques retenus pour élaborer une simulation de crise (hausse des défauts de paiement de la clientèle, par exemple), ainsi que des résultats obtenus.

### **8. Risque de liquidité**

S'agissant du cadre général, apporter les informations suivantes :

- politique de refinancement et de transformation
- description synthétique du cadre général de la gestion du risque de liquidité. Préciser le périmètre des entités et opérations prises en compte, le rôle des organes exécutif et délibérant et la répartition des compétences en matière de pilotage du risque de liquidité ;
- information sur la nature et les sources de refinancement et leur diversification.

#### **8.1. Dispositif de mesure et de suivi des risques de liquidité et de transformation :**

- description des outils et de la méthodologie utilisée en matière de gestion des risques de liquidité et de transformation. Préciser les hypothèses retenues et les échéances prises en compte pour le calcul des indicateurs utilisés par l'établissement ;
- information sur la typologie des dépôts de la clientèle et leur diversification (nombre de déposants, volume, etc.) ;
- information sur les plans de refinancement, notamment les modalités d'évaluation de la capacité de l'institution à lever des fonds auprès des sources de refinancement habituelles en temps normal et en période de crise. Préciser les hypothèses et les résultats des tests de simulation de crise de liquidité effectués ;
- description des plans d'urgence mis en place pour faire face à une crise de liquidité. Préciser notamment les procédures mises en place (identité et niveau hiérarchique des personnes concernées, solutions d'accès à la liquidité envisagée, communication au public, etc.).



## 8.2. Dispositif de surveillance du risque de liquidité :

- description synthétique des limites fixées en matière de risque de liquidité. Préciser le niveau des limites, par type d'activité, le cas échéant par devise, par type de contreparties, par rapport au volume d'opérations de ces contreparties et par rapport aux fonds propres ;
- périodicité de la révision des limites fixées en matière de risque de liquidité (indiquer la date de la dernière révision) ;
- dépassements éventuels de limites observés au cours du dernier exercice (préciser les causes des dépassements, leur nombre et leur montant) ;
- procédures suivies pour autoriser ces dépassements et mesures mises en œuvre pour régulariser ces dépassements ;
- description synthétique du reporting utilisé pour la gestion du risque de liquidité (préciser notamment la périodicité et les destinataires des états de reporting) ;
- description des incidents rencontrés au cours du dernier exercice.

## 8.3. Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque de liquidité et de transformation :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctives décidées.

## 9. Risque opérationnel

Décrire le cadre général de gestion du risque opérationnel. Préciser le rôle des organes exécutif et délibérant et la répartition des compétences, au sein de l'institution, en matière de gestion du risque opérationnel.

### 9.1. Identification, évaluation et maîtrise du risque opérationnel :

- description de la typologie des risques opérationnels auxquels l'établissement est exposé (fraude, défaillance matérielle, panne, etc.) ;
- description du système de mesure et de surveillance de chaque type de risque opérationnel ;
- description synthétique du reporting utilisé pour la mesure et la gestion du risque opérationnel. Préciser notamment la périodicité et les destinataires des états de reporting, les zones de risques couvertes et non-couvertes, la présence ou non d'indicateurs d'alerte mettant en évidence le cas échéant un risque de pertes potentielles) ;
- documentation et communication des procédures relatives à la surveillance et à la gestion du risque opérationnel ;





- description des procédures spécifiques relatives à la prévention, à la détection et au traitement de la fraude interne ou externe ;
- description des principaux risques opérationnels avérés au cours de l'exercice écoulé (incidents de règlement, erreurs, fraudes...), des enseignements qui en ont été tirés, des recommandations formulées et de l'avancement de la mise en œuvre des actions correctives.

## 9.2. Plan de continuité de l'activité :

- objectifs du plan de continuité d'activité, scénarios retenus, responsabilités (nom, coordonnées et positionnement des différents responsables en charge de la gestion du plan de continuité et de son déclenchement, périmètre des activités couvertes par le plan, activités traitées en priorité en cas de crise ;
- description synthétique des sites de secours informatique et de repli des services ;
- formalisation des procédures relatives au mode opératoire pratique du plan de continuité d'activité ;
- existence d'un test régulier de l'efficacité du plan de continuité, modalités du test (objectifs, périmètre, fréquence, résultats), mise à jour du plan de continuité (fréquence, critères), reporting aux organes sociaux ;

## 9.3. Sécurité informatique :

- identité et positionnement fonctionnel du responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- cartographie des risques informatiques ;
- politique de sécurité informatique. Indiquer en particulier les modalités de préservation de la disponibilité, de l'intégrité et de la confidentialité des données, ainsi que leur archivage ;
- description du contrôle permanent exercé sur la sécurité des systèmes d'informations et de ses résultats.

## 9.4. Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque opérationnel :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution dans des délais raisonnables des mesures correctives décidées.

# 10. Risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme

## 10.1 Classification des risques (LCB/FT) :

Description, formalisation, mise à jour et présentation des analyses sur lesquelles la classification des risques de blanchiment est fondée.



## 10.2 Procédures (LCB/FT) :

- description, formalisation et date de mise à jour des procédures sur lesquelles s'appuie le dispositif de LCB/FT, faisant ressortir les modifications significatives intervenues au cours de l'exercice écoulé, notamment sur les procédures relatives
  - o à l'identification des nouveaux clients et des bénéficiaires effectifs,
  - o à l'identification des clients occasionnels,
  - o à la connaissance de la clientèle,
  - o aux modalités de mise en conformité et d'actualisation de la documentation des dossiers existants de la clientèle avec les obligations réglementaires ;
- description des modalités de mise en œuvre des obligations de vigilance, modulées selon le niveau de risque (vigilance allégée, complémentaire ou renforcée) ;
- description des modalités de mise en œuvre des obligations de surveillance des opérations de virement de fonds de la clientèle, notamment des virements internationaux ;
- modalités de définition des critères et seuils de significativité des anomalies en matière de LCB/FT, devant donner lieu à un examen approfondi par l'institution financière.

## 10.3 Résultats des contrôles permanents menés en matière de risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme :

- principales insuffisances relevées ;
- mesures correctives engagées pour remédier aux insuffisances relevées, date de réalisation prévisionnelle de ces mesures et état d'avancement de leur mise en œuvre à la date de rédaction du présent rapport ;
- modalités de suivi des recommandations résultant des contrôles permanents (outils, personnes en charge) ;
- modalités de vérification de l'exécution, dans des délais raisonnables, des mesures correctives décidées par les personnes compétentes.

